

LE PLEDGE DES PEUPLES



À la COP-30, nous, peuples autochtones et communautés locales, présentons notre propre engagement. Nous sommes prêts et déterminés à investir **500 millions de dollars au cours des cinq prochaines années** dans des actions véritablement territoriales, menées selon nos propres modes de gouvernance et alignées sur les principes du financement direct. C'est le **Pledge des Peuples** — un engagement qui donne corps aux engagements mondiaux et transforme les promesses en actions concrètes dans les territoires. Nous sommes ceux qui peuvent faire en sorte que les ressources annoncées lors de cette conférence parviennent effectivement aux communautés et se traduisent par des résultats tangibles pour la vie, les droits et les écosystèmes que nous protégeons. C'est là notre force.

Nous arrivons à la COP-30 conscients qu'il s'agit d'un moment historique pour les peuples autochtones et les communautés locales du monde entier. Aucune autre Convention sur le climat n'a reconnu de manière aussi large le rôle que nous jouons dans la réponse aux multiples crises que nous traversons. La science occidentale reconnaît depuis longtemps ce que nous affirmons depuis des générations : les écosystèmes les plus vivants, les paysages naturels les mieux préservés et une grande partie de la biodiversité de la planète se trouvent dans nos territoires. Malgré les menaces et les violations constantes, nous continuons de protéger de vastes territoires traditionnels qui abritent certains des écosystèmes les plus intacts du monde et jouent un rôle essentiel dans la régulation du climat et la préservation de la vie. Entre 2000 et 2016, par exemple, le taux de perte de forêts intactes dans nos territoires a été inférieur de moitié à celui observé ailleurs. Cela s'explique par le fait que nous sommes inséparables de nos territoires et que, mieux que quiconque, nous savons la valeur de les préserver — y compris pour faire face à des crises que nous n'avons pas créées.

Malgré cette reconnaissance croissante, nous

continuons de faire face à un profond déséquilibre. Alors que de nombreux investissements sont réalisés au nom des politiques environnementales mondiales, les intérêts économiques poursuivent la destruction de nos modes de vie et la transformation de nos terres en sources de profit, tandis que les ressources destinées à renforcer nos actions demeurent rares. Plus rares encore sont les fonds qui arrivent **directement** à nos organisations et mécanismes territoriaux — ceux qui sont véritablement proches des communautés et savent ce qu'il faut faire.

C'est pourquoi cette COP-30 est décisive. Il y a quatre ans, lors de la COP de Glasgow, à la suite de nos demandes persistantes, un groupe de bailleurs de fonds s'est réuni autour du **Forest Tenure Funders Group (FTFG)** et s'est engagé à allouer 1,7 milliard de dollars à nos territoires. Aujourd'hui, à cette COP, un nouvel engagement sera pris. Nous saluons cette initiative et reconnaissons les efforts des bailleurs qui ont dépassé le montant initial avant la fin de la période prévue. Lors de cette même conférence, le premier **Engagement intergouvernemental pour les droits territoriaux** sera lancé dans le cadre du **Forest and Climate Leaders Partnership (FCLP)**, ainsi que le **Tropical Forest Forever Facility (TFFF)**, qui consacre au moins 20 % de ses ressources directement aux peuples autochtones et aux communautés locales. Tous ces progrès ne reflètent pas seulement la volonté des bailleurs, mais sont le résultat direct de notre action politique et de notre vigilance constante, afin que les débats menés dans les espaces mondiaux traduisent réellement les voix des communautés et garantissent nos droits et nos territoires.

Nous reconnaissons ces engagements comme des signes qu'avec la volonté politique, il est possible d'avancer ensemble. Mais nous savons aussi qu'il reste encore beaucoup à faire. Les engagements pris à la COP-30 doivent gagner en force, en cohérence et en

substance. Pour cela, ils doivent s'appuyer non seulement sur de bonnes intentions, mais aussi sur les pratiques, les processus et les responsabilités que nous avons construits au sein de nos communautés. Les engagements réels vont au-delà des promesses financières : ils reposent sur la capacité à transformer les ressources en puissance pour les peuples et en résultats concrets dans les territoires. Cela signifie mettre les ressources au service de la vie, de l'autodétermination et de la défense de nos droits.

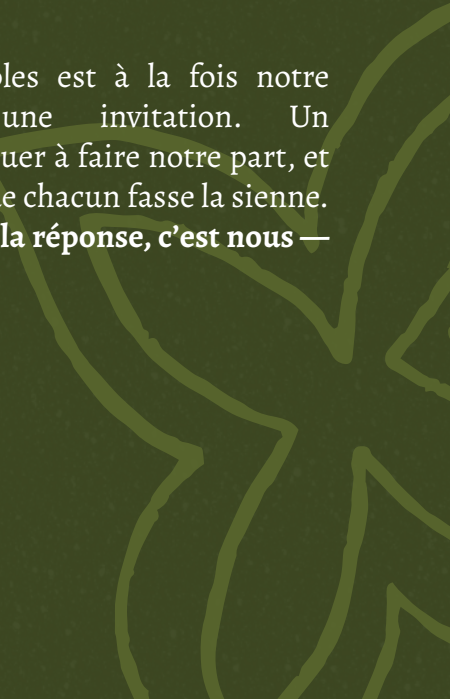
Pour que les pledges lancés à cette COP aient un véritable sens, nous devons en faire partie — non pas comme bénéficiaires, mais comme partenaires capables de garantir que les ressources atteignent effectivement les territoires et les communautés. Nos mécanismes territoriaux ont déjà démontré qu'ils peuvent le faire. Ils ont développé des politiques, des métriques et des indicateurs innovants, fondés sur notre propre conception du financement direct. Ce qui manque encore, c'est que les ressources les atteignent : même des initiatives telles que le Pledge actuel du FTFG n'ont consacré que 6 % de financement direct en 2024.

Le financement direct repose sur la reconnaissance que nous, peuples autochtones et communautés locales, sommes des **acteurs clés** dans la réponse mondiale aux crises climatiques et de la biodiversité. Nous ne sommes ni bénéficiaires ni prestataires de services, mais des sujets politiques qui décident de l'avenir de leurs territoires. Ce type de financement n'a de sens que lorsqu'il est **ancré dans les territoires**, dans le respect de nos droits et de nos modes de vie. Il repose sur la compréhension que **personne ne connaît mieux nos territoires que nous-mêmes**, et doit donc s'aligner sur nos stratégies, utiliser nos propres institutions et s'adapter à la diversité des contextes dans lesquels nous vivons. Le financement direct doit être **flexible**, pour répondre aux réalités locales et aux

changements que nous affrontons, et **prévisible**, en garantissant un appui à long terme aux décisions prises par nos communautés. Il repose également sur notre **capacité à apprendre les uns des autres**, en renforçant continuellement l'écosystème des fonds et des organisations territoriales que nous avons construits, et il doit être **transparent**, avec une traçabilité et des métriques d'impact culturellement adaptées, compréhensibles pour nous et pour les communautés auxquelles nous rendons des comptes.

En renforçant nos fonds et nos organisations territoriales, nous renforçons également le réseau mondial des peuples et des communautés qui protègent les forêts et la vie. Grâce à cet investissement, nous sommes ceux qui peuvent donner corps aux engagements pris à Belém et faire progresser nos droits territoriaux, le consentement libre, préalable et éclairé, la protection de la vie face aux menaces que nous affrontons et le développement de nos savoirs traditionnels. De même, nous reconnaissons l'importance d'investir dans la jeunesse — les semences de l'avenir — et dans les femmes — les grandes gardiennes de nos savoirs —, ainsi que d'assurer une distribution équitable des ressources entre les régions et les écosystèmes, car nous savons que chaque partie de l'ensemble soutient et renforce l'autre.

Le Pledge des Peuples est à la fois notre engagement et une invitation. Un engagement à continuer à faire notre part, et une invitation à ce que chacun fasse la sienne. Car nous savons que **la réponse, c'est nous — tous ensemble.**





**Global
Alliance**
of Territorial
Communities